



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

Liban

Question au Gouvernement n° 607

Texte de la question

SITUATION AU LIBAN

M. le président. La parole est à M. Axel Poniatowski, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Axel Poniatowski. Monsieur le ministre des affaires étrangères, samedi dernier, le Président de la République, accompagné du Premier ministre, a été le premier chef d'État occidental à se rendre dans un Liban meurtri et encore fragile pour saluer le nouveau Président de la République libanais. Le Président Sarkozy a associé à cette visite les chefs des partis politiques représentés au Parlement, qui ont tous répondu favorablement à son invitation, témoignant de la solidarité unanime du peuple français avec le peuple libanais. L'intérêt des parlementaires pour le Liban, qui illustre la forte densité des relations entre les parlements des deux pays, n'a en effet jamais été démenti.

À l'occasion de cette visite, le Président de la République s'est exprimé en faveur de la reprise du dialogue franco-syrien. Cette évolution me semble utile, tant il est évident que la Syrie est dans la région un pays incontournable, qui peut jouer un rôle essentiel dans sa stabilisation. Il ne faut pour autant oublier ni les spécificités du régime syrien, ni les raisons pour lesquelles nos relations avec lui ont été suspendues. La Syrie doit encore faire la preuve de sa bonne volonté, notamment en collaborant avec le tribunal chargé d'enquêter sur l'assassinat de Rafic Hariri.

L'élection de Michel Sleimane est une excellente nouvelle et le défi auquel est confronté Fouad Siniora, son Premier ministre, est celui de la constitution d'un gouvernement d'unité nationale répondant aux critères posés par l'accord de Doha.

Monsieur le ministre, quel est votre sentiment sur l'issue des négociations actuellement en cours pour former ce gouvernement ? Comment la France, qui n'a pas ménagé ses efforts au cours des derniers mois pour entretenir le dialogue inter-libanais, peut-elle contribuer au succès de ces discussions ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Bernard Kouchner, *ministre des affaires étrangères et européennes*. Monsieur le député Poniatowski, en effet, samedi dernier, le Président de la République, le Premier ministre...

M. Jean-Louis Bianco. Et moi-même ! (*Rires sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. le ministre des affaires étrangères et européennes. ...et votre serviteur en effet, ainsi que le ministre de la défense, accompagnés des responsables des partis politiques représentés au Parlement, se sont rendus auprès du Président de la République nouvellement élu au Liban, M. Michel Sleimane. L'accueil de la population et de l'ensemble des élus du Liban a été tout à fait exceptionnel. Cette preuve de l'intérêt de la France, que vous avez soulignée, n'était pas à faire, mais il s'agissait de la première visite au président Sleimane.

Le gouvernement libanais est en voie de formation, mais les dangers persistent : des événements quasi-quotidiens, souvent graves, retardent la formation du gouvernement, qui a été définie dans l'accord de Doha conclu sous la présidence qatarie et avec la participation de la Ligue arabe. Je rappelle à ce propos que c'est sur les mêmes éléments que l'initiative française avait échoué - ou que, du moins, nous n'étions pas parvenus à faire élire ce président qui faisait l'objet d'un consensus entre la majorité et l'opposition. Je vous rappelle aussi, car nous n'oublions rien, que c'est parce qu'il y a eu un coup de force du Hezbollah que cette élection du

président de consensus a été possible.

M. Pierre Lellouche. Merci au Hezbollah...

M. Jean-Pierre Soisson. Tout cela ne veut rien dire et vous le savez bien !

M. le ministre des affaires étrangères et européennes. Dans la région, la politique se détend : des pourparlers ont débuté entre Israël et la Syrie, par l'intermédiaire des Égyptiens, ainsi qu'entre le Hamas et les Israéliens, et l'élection du président libanais a eu lieu. C'est dans ce cadre que le Président de la République a promis que le Premier ministre et Mme la ministre de l'économie visiteraient le Liban afin que les investissements français y soient plus nombreux. Il a également promis l'aide de la France pour remettre en état le système éducatif et l'équipement de l'armée.

Dans ce contexte, le Président de la République française a repris contact avec le président syrien et l'a invité le 13 janvier à participer à la réunion de l'Union pour la Méditerranée. Nous verrons bien quelle sera la réponse du président syrien, qui a semblé positive sur le principe. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Axel Poniatowski](#)

Circonscription : Val-d'Oise (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 607

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes

Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 juin 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 11 juin 2008